

En route vers un brillant avenir :

la jeunesse canadienne
entre les études et le
marché du travail



Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne

Marc Desormeaux, économiste principal

Maëlle Boulais-Présault, économiste

 **Desjardins**

SOMMAIRE

- De nos jours, les jeunes Canadiennes et Canadiens (de 15 à 34 ans) sont plus scolarisés, entrepreneurs et ouverts au monde que toute autre génération avant eux.
- Jusqu'à récemment, la proportion de jeunes dans la population canadienne était en baisse : de près de 40 % au début des années 1980, elle a atteint un creux record d'à peine plus de 25 % en 2021. En 2022, toutefois, une hausse subite de l'immigration, caractérisée par une forte présence de nouveaux arrivants plus jeunes, a provoqué un renversement de tendance. L'augmentation de la part des immigrants parmi les jeunes devrait d'ailleurs se poursuivre, permettant au Canada de talonner son plus jeune voisin du Sud et d'accroître son avantage démographique par rapport à ses homologues du G7.
- Les jeunes sont également plus scolarisés que par le passé, et ils surclassent la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au chapitre des diplômés collégiaux et universitaires de premier cycle. Si l'endettement étudiant continue de poser un défi pour plusieurs jeunes au Canada, les étudiants à faible revenu sont malgré tout de plus en plus nombreux à poursuivre des études postsecondaires. Les étudiants internationaux et les jeunes immigrants jouent également un rôle important dans le succès du Canada en matière de scolarisation.
- Les niveaux d'éducation plus élevés se sont traduits par une participation accrue sur le marché du travail et par des gains plus élevés chez les jeunes Canadiens et Canadiennes – en particulier chez ces dernières. La jeunesse canadienne est aussi plus entrepreneure que jamais. Mais malgré ces progrès, certains défis restent à relever, notamment pour faciliter la transition de l'école au marché du travail et s'assurer que les compétences des jeunes sont exploitées au maximum. Les jeunes femmes font aussi face à des obstacles particuliers, puisque contrairement à leurs vis-à-vis masculins, elles sont souvent appelées à prendre soin de proches – une situation qui coûte encore plus cher aux femmes les plus scolarisées.
- Bien que les jeunes Canadiens et Canadiennes aient beaucoup de raisons de se réjouir, plusieurs défis subsistent. Les jeunes femmes, en particulier, devaient composer avec une détérioration de leur santé mentale avant même la pandémie de COVID-19, laquelle n'a fait qu'exacerber ces difficultés. Les jeunes immigrants sont également confrontés à des obstacles qui leur sont propres.
- Les politiques publiques ont un rôle à jouer dans la réponse à ces enjeux. Un programme de garderies subventionnées comme celui du Québec est un bon début. Augmenter le soutien en santé mentale serait également une solution à portée de main. De même, davantage de souplesse en milieu de travail favoriserait un meilleur équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

Il n'est pas difficile de trouver des nouvelles faisant état des défis auxquels font face les jeunes au Canada. De l'éducation en ligne pendant la pandémie à la flambée des prix des maisons, le monde dans lequel les jeunes d'aujourd'hui naviguent est très différent de celui qu'ont connu leurs parents et leurs grands-parents.

Chaque génération est certes confrontée à des circonstances particulières. Néanmoins, les anecdotes ne sont pas des données, et elles ne nous disent pas grand-chose sur la situation des jeunes. Dans cette étude, la première d'une série sur la jeunesse au Canada, nous brossons un portrait des jeunes et de leur réalité après qu'ils ont quitté le domicile familial pour poursuivre des études et entamer leur carrière. Nous essayons de déterminer là où ils ont le plus de succès en tant que génération, et là où nous pouvons collectivement les aider à surmonter les difficultés qui les attendent.

Table des matières

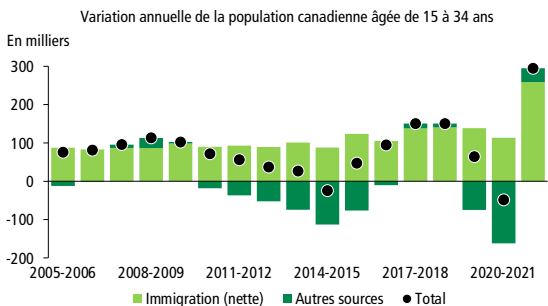
Sommaire	i
Démographie : être jeune dans un pays vieillissant	1
Le programme de garderies du Québec	2
Éducation : les jeunes sont plus scolarisés que jamais	3
Incidence de la COVID-19 sur l'éducation des jeunes	6
Prendre sa carrière en main	7
De l'école au premier emploi	7
Faire de son premier boulot une carrière	9
Atterrir au pays de l'emploi	12
Des raisons de se réjouir... et des défis à relever	14
Conclusion	15



Démographie : être jeune dans un pays vieillissant

Les jeunes, définis ici comme ayant de 15 à 34 ans, représentent une part importante de la société canadienne. En 2022, leur nombre a dépassé les 10 millions pour la première fois. La proportion des jeunes au Canada s'est stabilisée à environ 26 % depuis 2015, après avoir diminué régulièrement depuis le pic de 37 % atteint dans les années 1980. Ce déclin a coïncidé avec une réduction généralisée du taux de natalité au pays sur plusieurs décennies, qui a fait du Canada l'une des nations du G7 où ce taux est le plus faible. La stabilité des sept dernières années est presque entièrement attribuable aux gains dans la cohorte des 29 à 34 ans. Ces gains semblent quant à eux être liés à l'augmentation de l'immigration observée depuis 2015, qui s'est concentrée dans cette tranche d'âge (graphique 1).

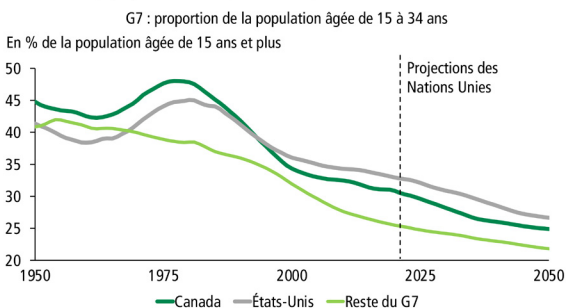
GRAPHIQUE 1
L'immigration contribue largement à l'essor démographique des jeunes



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les jeunes forment un groupe démographique important au Canada comparativement à de nombreuses autres économies avancées (graphique 2). Toutefois, les personnes âgées de 15 à 34 ans représentent une proportion plus faible de la population totale du pays relativement aux États-Unis. Comme au Canada, le nombre de jeunes y a atteint un sommet au début des années 1980, pour ensuite diminuer considérablement au cours des décennies suivantes. La proportion de jeunes dans la population est néanmoins restée supérieure au sud de la frontière pendant toute la période couverte par les données disponibles – une tendance qui reflète les différences de taux de fécondité au cours de cette même période. Cela dit, l'écart pourrait être en train de rétrécir, car le pourcentage de jeunes aux États-Unis a continué de diminuer au cours des dernières années, alors qu'il semble avoir atteint un creux au Canada.

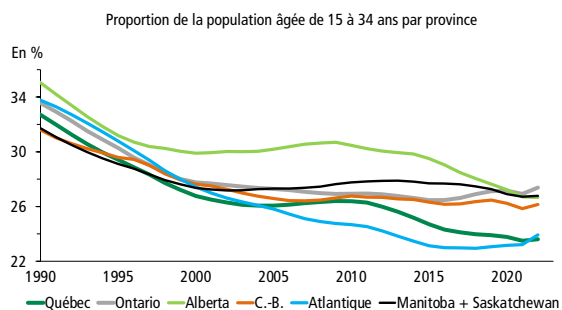
GRAPHIQUE 2
Le poids démographique des jeunes au Canada est le 2^e en importance au sein du G7, après celui des États-Unis



Sources : Nations Unies et Desjardins, Études économiques

À l'échelle des provinces, la part des jeunes dans la population a généralement suivi la tendance nationale, à quelques variations près. Sans surprise, cette part est supérieure au niveau national dans les provinces des Prairies, où l'âge moyen est reconnu pour être l'un des plus bas et où les taux de natalité sont parmi les plus élevés au pays. Après 2015, le pourcentage des 15 à 34 ans y a toutefois suivi une tendance à la baisse – surtout en Saskatchewan et en Alberta, où les perspectives économiques alors défavorables ont poussé de nombreux travailleurs à déménager dans des provinces où la vitalité économique est moins tributaire du prix du pétrole. Sur cette même période, l'Ontario semble également avoir bénéficié d'un nombre élevé d'admissions de nouveaux arrivants, car la part des jeunes y a augmenté (graphique 3). Quant aux provinces de l'Atlantique, où la proportion de jeunes a historiquement été inférieure à la moyenne, celles-ci ont enregistré une hausse pendant la pandémie de COVID-19 grâce aux flux records de migration en provenance d'autres provinces. L'Île-du-Prince-Édouard, qui a bénéficié de cette migration interprovinciale ainsi que des taux d'immigration les plus élevés au Canada, se démarque par une proportion de jeunes à peu près égale à celle de la fin des années 1990. À la suite de cet afflux, les provinces de l'Atlantique ont récemment dépassé le Québec au chapitre de la proportion de la population âgée de 15 à 34 ans. Cela s'est produit malgré le fait que le Québec dispose depuis plus d'un quart de siècle du programme de subventions à la garde d'enfants le plus généreux au Canada (voir encadré).

GRAPHIQUE 3
La proportion de jeunes a augmenté dans la plupart des provinces récemment



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Ainsi, bien que le vieillissement démographique se soit manifesté au Canada, il semble que le pays ait jusqu'à maintenant réussi à atténuer le déclin du poids démographique de la jeunesse qui a été observé dans de nombreuses autres économies avancées. Cette situation reflète, au moins en partie, les effets des politiques publiques. Les décideurs devraient donc s'appuyer sur ces constats dans leurs efforts pour soutenir le développement d'une main-d'œuvre qualifiée dans les années à venir.

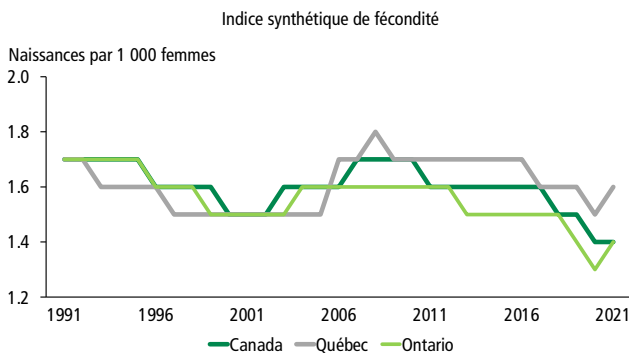


Le programme de garderies du Québec

Une attention particulière doit être accordée au système de garderies du Québec. Bien que la population de la province continue de vieillir, le programme, mis en œuvre en 1997 et élargi en 2000, a probablement empêché la tendance de s'accélérer plus rapidement. À l'origine, le programme prévoyait un financement direct pour les garderies à frais modiques sans but lucratif. Il visait à favoriser l'égalité des sexes et l'emploi des parents, notamment en rendant tous les enfants admissibles – pas seulement ceux dont les parents travaillaient ou étaient aux études. Le système a depuis été élargi pour inclure les garderies à but lucratif.

Traditionnellement à la traîne au chapitre du taux de natalité, le Québec a vu sa fertilité augmenter à partir du début des années 2000, et suivre ou même dépasser la moyenne nationale depuis (graphique 4). La nouvelle entente fédérale sur la garde d'enfants ouvre la possibilité d'autres gains à long terme à cet égard. Les premières annonces de financement indiquent que les provinces signataires de l'accord se concentreront sur la construction de nouveaux espaces, le maintien de frais peu élevés et l'élaboration de programmes répondant aux besoins des populations vulnérables et diversifiées.

GRAPHIQUE 4
Le taux de fécondité a augmenté au Québec après l'implantation des garderies subventionnées



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

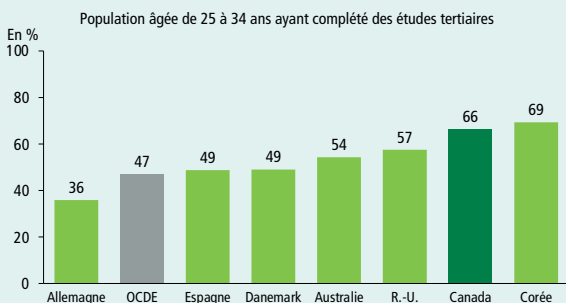
Éducation : les jeunes sont plus scolarisés que jamais

C'est une chose que d'avoir une population jeune. C'en est une autre que d'avoir une population jeune, éduquée et très productive.

Le Canada est reconnu pour sa main-d'œuvre hautement scolarisée. Comparativement à leurs homologues étrangers, les jeunes d'ici sont plus susceptibles d'avoir atteint un niveau d'éducation tertiaire. En effet, 66 % des adultes âgés de 25 à 34 ans ont terminé des études de niveau tertiaire. Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la proportion moyenne de jeunes adultes ayant atteint un niveau d'éducation tertiaire est de 47 % (graphique 5). Le Canada est aussi le pays du G7 où la proportion de la population possédant un diplôme collégial ou universitaire est la plus élevée. Parmi les aspects du système d'éducation canadien, la solidité du secteur collégial est le principal moteur de ces résultats, compte tenu du rôle important que jouent les collèges et les cégeps. Près de 24 % des adultes canadiens âgés de 25 à 43 ans ont un diplôme d'études collégiales, comparativement à une moyenne de 8 % pour l'OCDE (graphique 6).

GRAPHIQUE 5

Le Canada et la Corée ont la plus forte proportion de jeunes ayant complété des études tertiaires

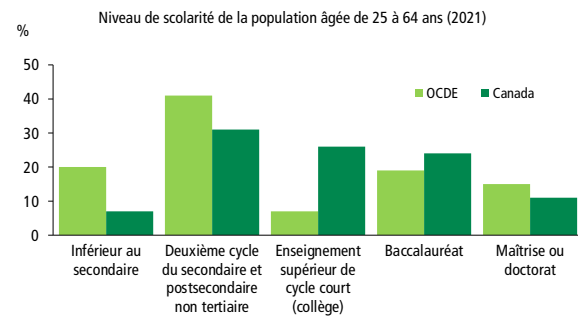


Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Desjardins, Études économiques

De plus, les jeunes faisant partie de la population active sont plus susceptibles que les générations précédentes d'avoir terminé des études secondaires ou universitaires. En 2000, environ 59 % des adultes âgés de 25 à 34 ans avaient fait des études postsecondaires. En 2019, ce nombre est passé à 73 %. Les programmes d'études collégiales ont gagné en popularité ces dernières années. Les diplômés collégiaux représentaient 13 % de tous les diplômés en 2019, le double de la proportion observée en 2014. Le nombre d'étudiants diplômés d'un collège au Canada a augmenté de 170 % au cours de ces cinq années.

GRAPHIQUE 6

La proportion de jeunes ayant fait des études postsecondaires est plus élevée au Canada que la moyenne de l'OCDE



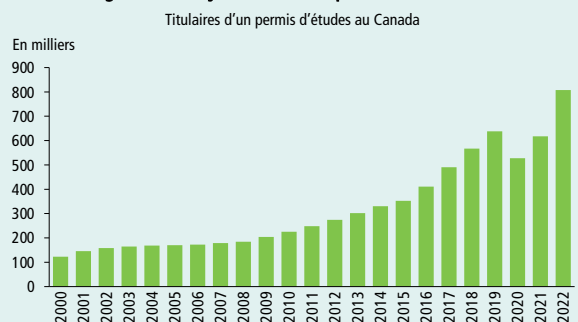
Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Desjardins, Études économiques

Le champ d'études le plus populaire au Canada est celui du commerce, de la gestion et de l'administration publique. Au cours de l'année scolaire 2020 (septembre 2020 à avril 2021), 20 % des étudiants étaient inscrits à un programme lié à ce domaine. Suivaient les sciences sociales et comportementales et le droit, avec 14 % des étudiants, puis la santé et les domaines connexes, avec 13 %.

Le domaine du commerce, de la gestion et de l'administration publique est également le plus populaire parmi les étudiants étrangers. D'ailleurs, le nombre d'étudiants internationaux choisissant une institution d'enseignement au Canada a augmenté rapidement ces dernières années (graphique 7). De quelque 122 000 titulaires de permis d'études en 2000, ils sont passés à plus de 807 000 en 2022. La plupart d'entre eux fréquentaient un collège ou étudiaient dans un programme de maîtrise à l'université. L'Ontario accueille près de la moitié des étudiants étrangers qui viennent au Canada, suivi de la Colombie-Britannique.

GRAPHIQUE 7

Hormis durant la pandémie, le nombre d'étudiants étrangers en sol canadien augmente de façon constante depuis 20 ans



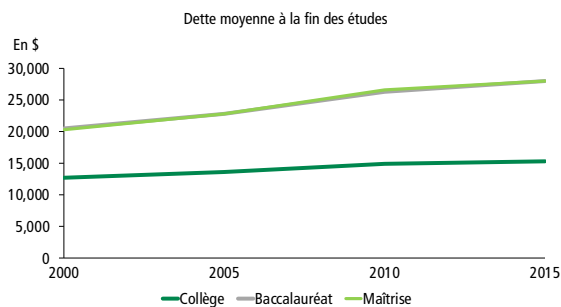
Source : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques



Comme mentionné précédemment, les collèges et les cégeps sont une composante importante du système d'éducation canadien. Parmi les étudiants inscrits à un programme d'études postsecondaires au cours de l'année scolaire 2020, plus de 35 % fréquentaient un collège, et les autres fréquentaient une université. De plus en plus d'étudiants étrangers choisissent un collège lorsqu'ils viennent étudier au Canada. De fait, la plupart des diplômés collégiaux sont maintenant des étudiants internationaux : en 2019, 67 % des diplômés collégiaux au Canada étaient des étudiants étrangers, [selon Statistique Canada](#). Dans la cohorte diplômée en 2015, 80 % des étudiants internationaux ont obtenu leur résidence permanente dans les cinq années suivantes.

Afin de payer leurs études postsecondaires, les jeunes ayant besoin d'aide financière demandent souvent un prêt étudiant. Au cours des 20 dernières années, l'endettement étudiant est demeuré relativement stable au Canada. Cela est vrai lorsqu'on examine la proportion des étudiants qui s'endettent, mais aussi la dette moyenne qu'ils ont contractée au moment d'obtenir leur diplôme (graphique 8). Les étudiants dans un programme professionnel font cependant figure d'exception, eux qui ont vu leur dette augmenter ces dernières années en raison de la hausse de leurs frais de scolarité. Dans toutes les provinces et pour tous les types de prêts étudiants, c'est au Québec que la dette moyenne à la fin des études est la plus faible. Les étudiants québécois payent les frais de scolarité les plus bas au pays : au premier cycle, pour l'année scolaire 2022, les frais de scolarité au Québec étaient la moitié de ce qu'ils étaient en moyenne au Canada.

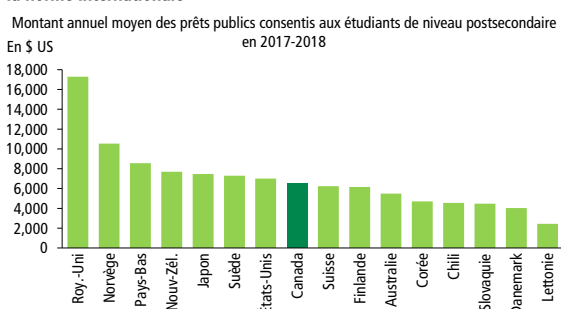
GRAPHIQUE 8
La dette étudiante (toutes sources confondues) est demeurée relativement stable



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le montant des prêts publics reçus par les étudiants canadiens de niveau postsecondaire est comparable à la moyenne de l'OCDE (graphique 9). Dans sa mise à jour automnale de 2022, le gouvernement du Canada a proposé d'éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis à compter du 1er avril 2023. De façon similaire, en août 2022, l'administration Biden avait annoncé un allègement de la dette étudiante pour un maximum de 43 millions d'emprunteurs aux États-Unis. Dans les deux pays, ces mesures visent à faciliter l'accès à l'enseignement postsecondaire, en particulier pour les étudiants issus de familles à revenus faibles ou moyens

GRAPHIQUE 9
Le montant des prêts reçus par les étudiants au Canada est conforme à la norme internationale



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Desjardins, Études économiques



Avec des coûts d'éducation rendus plus abordables, la proportion de Canadiens qui poursuivent des études postsecondaires au Canada pourrait augmenter sensiblement. Il s'agit d'un aspect important, en particulier pour les jeunes à faible revenu. Comme ailleurs dans le monde, les étudiants défavorisés sur le plan économique au Canada sont moins susceptibles de poursuivre des études universitaires. Il y a tout de même eu des progrès à cet égard. Par exemple, au chapitre des taux d'inscription des jeunes par quintile de revenu entre 2001 et 2017, l'augmentation de 28 % observée dans le quintile inférieur a été beaucoup plus importante que celle de 10 % observée dans le quintile supérieur. Cela dit, des efforts devront être poursuivis, car les taux d'inscription chez les jeunes à faible revenu sont encore beaucoup plus faibles que chez ceux du quintile supérieur : 43 % des jeunes du premier groupe ont fait des études postsecondaires, comparativement à 77 % dans le deuxième groupe.

Par ailleurs, la mobilité intergénérationnelle en éducation est assez élevée au Canada. Autrement dit, les enfants atteignent souvent un niveau d'éducation supérieur à celui de leurs parents, surtout lorsque ceux-ci n'ont pas fréquenté un collège ou une université. Cela contribue par ailleurs à promouvoir une mobilité de revenu ascendante pour les jeunes issus de familles à faible revenu, l'enseignement postsecondaire étant généralement associé à des gains plus élevés – et donc à une potentielle accumulation de richesse.

[Des études](#) montrent également que l'accès à un régime enregistré d'épargne-études (REEE) augmente la probabilité que les jeunes fréquentent un établissement d'enseignement postsecondaire. Toutefois, ce constat reflète également l'inégalité des revenus, car il est plus difficile pour les parents à faible revenu d'épargner en vue des études de leurs enfants.

Par ailleurs, de nombreux étudiants ont un emploi à temps partiel pendant leurs études. Dans les années précédant la pandémie, la proportion d'étudiants travaillant à temps partiel était à la hausse. Après avoir diminué en 2020, le taux d'emploi des étudiants à temps plein a recommencé à augmenter en 2022 et a maintenant dépassé son niveau d'avant la pandémie. Selon Statistique Canada, plus de 41 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans travaillent pendant leurs études à temps plein, et 72 % travaillent pendant leurs études à temps partiel. Travailler tout en étudiant peut avoir des avantages non financiers, comme le développement d'un réseau ainsi que l'acquisition d'une expérience et de compétences en milieu de travail. Toutefois, les étudiants obligés de consacrer un nombre important d'heures à un emploi peuvent en souffrir les conséquences sur le plan scolaire, en plus de vivre du stress et de l'épuisement.





Incidence de la COVID-19 sur l'éducation des jeunes

La pandémie de COVID-19 a touché de nombreux secteurs de l'économie, dont l'éducation. Le passage rapide à l'apprentissage en ligne a facilité les choses pour certains, mais représenté un défi pour d'autres. L'expérience scolaire des étudiants a été bouleversée, certains cours ayant été retardés, voire annulés, en raison de ce changement rapide dans la manière d'enseigner. Tous les domaines d'études ne se prêtent pas non plus à l'apprentissage en ligne. Les programmes liés aux services, aux métiers ou aux soins de santé peuvent difficilement le mettre en œuvre, ou ne le peuvent carrément pas. Outre cela, le fait que tous les étudiants ne soient pas équipés de manière adéquate pour l'apprentissage en ligne a également eu une incidence. Le milieu familial a dû être adapté rapidement, ce qui a causé un stress et des préoccupations supplémentaires aux étudiants. Les perturbations du système d'éducation dues à la pandémie ont fait craindre une augmentation du nombre d'abandons scolaires. Les confinements ont entraîné de nombreuses fermetures d'entreprises, et on sait que les pressions financières font typiquement augmenter les taux de décrochage.

Malgré cela, les données sur la fréquentation scolaire au Canada montrent qu'en septembre 2020, le taux de participation des jeunes était aussi élevé qu'un an auparavant. Le nombre d'étudiants inscrits à un programme virtuel a doublé au cours de cette année scolaire, ce qui pourrait avoir contribué à maintenir un taux élevé d'inscription. Cela montre que même si la qualité de l'enseignement a pu être affectée pendant la pandémie, les jeunes sont demeurés aux études durant cette période, ce qui devrait atténuer les effets à long terme de la crise.

Il demeure toutefois que ces jeunes ont vu leur santé mentale être mise à rude épreuve pendant la pandémie. La distanciation physique et d'autres mesures sanitaires mises en place ont modifié leur mode de vie. Les fermetures d'établissements d'enseignement ont provoqué de l'isolement social en plus de perturber les parcours scolaires. Selon Statistique Canada, pendant la pandémie de COVID-19, la proportion de personnes ayant des problèmes de santé mentale était plus élevée chez les jeunes que dans tout autre groupe d'âge.

Il ne fait aucun doute que la pandémie aura laissé des traces, dont certaines pourraient être permanentes. Mais le fait que les jeunes aient continué d'étudier pendant cette période est encourageant. Tout n'est pas gagné cependant, car la grave pénurie de main-d'œuvre indique que des problèmes persistent au chapitre de l'alignement des compétences. Il faudra donc déployer des efforts supplémentaires non seulement pour inciter les jeunes à persévérer dans leurs études, mais aussi pour les encourager à étudier dans des domaines où la demande pour de nouveaux travailleurs est forte.

Prendre sa carrière en main

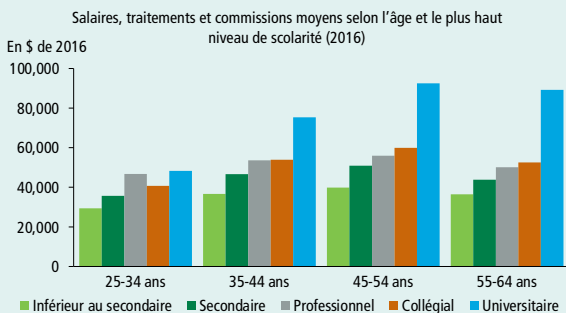
L'éducation et la formation peuvent aider les jeunes à trouver un premier emploi dans leur domaine et, possiblement, à entamer leur carrière. Mais à quoi ressemble la transition des bancs d'école au marché du travail, et où mène-t-elle?

De l'école au premier emploi

Parmi les principales motivations pour poursuivre des études postsecondaires figurent l'emploi et les possibilités de gains qui l'accompagnent. En effet, les bénéfices financiers d'une éducation postsecondaire sont bien connus et demeurent très élevés au Canada (graphique 10). Les études universitaires, en particulier, se démarquent par un rendement élevé et soutenu à long terme. Cela ne s'explique pas seulement par le fait qu'il y avait moins de diplômés universitaires dans les générations passées. Lorsque l'on examine les gains des hommes et des femmes ayant obtenu un baccalauréat en 1991 par rapport à 2001, on voit que le rendement a été encore plus élevé pour la cohorte la plus jeune que pour la plus âgée (graphique 11).

GRAPHIQUE 10

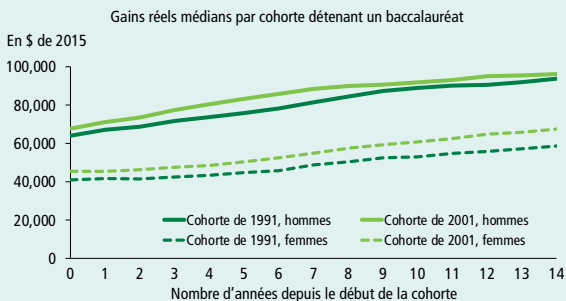
Le rendement des études demeure élevé au Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 11

Le rendement des études postsecondaires est élevé et continue de croître



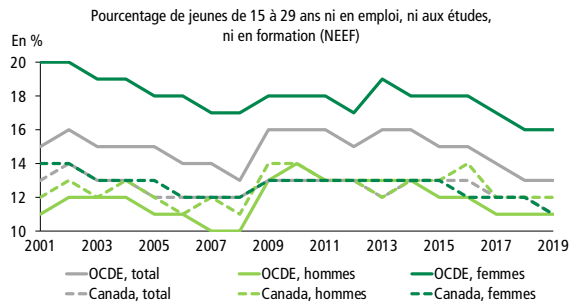
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

S'assurer que les jeunes trouvent du travail après leurs études est donc d'une importance cruciale. Certaines études montrent qu'une période prolongée de chômage en début de carrière peut avoir des effets néfastes durables sur le potentiel de gains

futurs. Heureusement, à cet égard, le Canada s'en tire mieux que de nombreux pays comparables. En effet, avant 2020, la proportion de jeunes qui n'étaient ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF) était inférieure à la moyenne de l'OCDE (graphique 12). Cela s'explique entièrement par la participation des femmes à la population active, les jeunes Canadiennes étant beaucoup plus susceptibles d'occuper un emploi, d'étudier ou de suivre une formation que la moyenne de leurs pairs de l'OCDE.

GRAPHIQUE 12

Les résultats sur le marché du travail sont bien meilleurs pour les jeunes Canadiennes

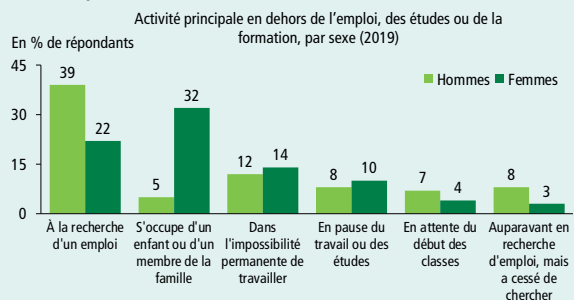


Sources : OCDE, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Ce constat est d'autant plus intéressant que les jeunes femmes sont confrontées à des défis particuliers sur le marché du travail. Selon une enquête menée par le Conseil de l'information sur le marché du travail (CiMT), « les obligations familiales expliquent pourquoi près d'un tiers des femmes âgées de 16 à 29 ans (32 %) sont NEEF comparativement à 5 % des hommes » (graphique 13). Il s'agit d'une différence substantielle, qui suggère que les jeunes femmes seraient encore plus impliquées dans le marché du travail si elles n'étaient pas obligées de s'occuper de proches.

GRAPHIQUE 13

Les femmes sont plus susceptibles d'être NEEF parce qu'elles prennent soin d'un proche



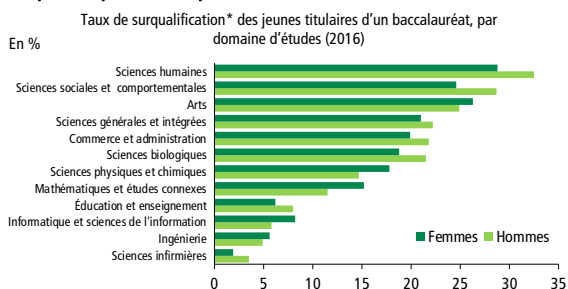
NEEF : ni en emploi, ni aux études, ni en formation
Sources : Conseil de l'information sur le marché du travail (CiMT) et Desjardins, Études économiques

Pour les jeunes, décrocher un emploi ne suffit pas. Il faut absolument qu'ils puissent mettre pleinement en pratique leurs acquis sur le marché du travail, et ce, le plus rapidement possible. Autrement, ils pourraient passer à côté de gains futurs.



Malheureusement, l'inadéquation entre les compétences des jeunes et les emplois disponibles demeure un enjeu. C'est un cliché bien connu que les titulaires d'un diplôme en arts finissent souvent par être surqualifiés pour leur poste. Selon les observations de Statistique Canada, c'est effectivement dans les domaines des arts, des sciences humaines et des sciences sociales et comportementales (graphique 14) que l'on retrouve les niveaux de surqualification les plus élevés chez les 25 à 34 ans.

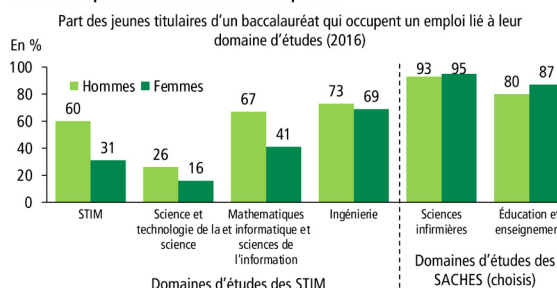
GRAPHIQUE 14
Les bacheliers en arts et les jeunes hommes sont plus susceptibles d'être surqualifiés pour leur emploi



* Une personne est considérée comme surqualifiée lorsqu'elle détient un diplôme universitaire, mais qu'elle exerce un emploi qui exige habituellement une formation secondaire tout au plus.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Ce ne sont toutefois pas tous les diplômés des domaines d'études regroupés sous l'acronyme SACHES (santé, arts, commerce, sciences humaines, éducation et sciences sociales) qui correspondent à ce cliché. Par exemple, les domaines des soins infirmiers et de l'éducation ont tendance à présenter des taux de surqualification plus faibles. L'adéquation entre le domaine d'études et la profession finale y est d'ailleurs meilleure que dans plusieurs domaines des sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) (graphique 15). En effet, chez les 25 à 34 ans, les détenteurs d'un baccalauréat dans un domaine d'études des STIM sont moins susceptibles de travailler dans des professions étroitement liées à leur formation. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes femmes : parmi celles qui sont titulaires d'un diplôme en STIM, environ 30 % seulement déclarent travailler dans une profession étroitement liée à leur domaine d'études, contre à peu près 60 % pour les jeunes hommes.

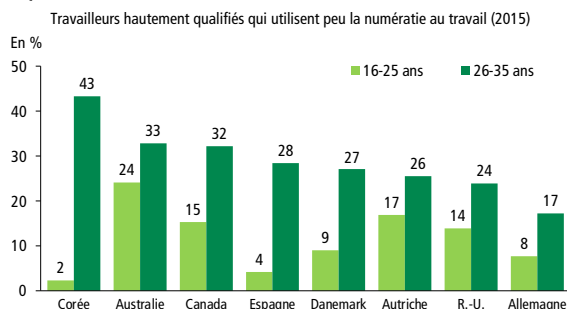
GRAPHIQUE 15
Les hommes tendent à obtenir de meilleurs résultats dans les domaines des STIM après l'obtention de leur diplôme



STIM : science, technologie, ingénierie et mathématiques
SACHES : santé, arts, commerce, sciences humaines, éducation et sciences sociales
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Ce décalage entre la formation en STIM et l'emploi réel au Canada apparaît également dans les données internationales. Prenons le [Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes](#) de l'OCDE. Selon l'organisation, environ le tiers des travailleurs canadiens âgés de 25 à 34 ans qui sont considérés comme ayant un haut degré de numératie utilisent peu cette capacité au travail. Cette proportion est élevée parmi les économies avancées (graphique 16). Étant donné les forts taux de rendement d'une formation dans un domaine des STIM, qui exigent un degré élevé de numératie, il semble évident que les jeunes talents sont sous-utilisés. Ce phénomène a également été observé pour l'alphabétisation, bien que dans une moindre mesure.

GRAPHIQUE 16
La sous-utilisation des compétences des jeunes est relativement importante au Canada

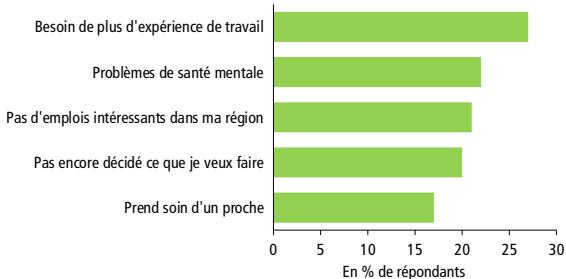


Sources : OCDE et Desjardins, Études économiques

L'apprentissage intégré au travail (AIT), comme l'enseignement coopératif, est l'une des meilleures façons de favoriser une transition harmonieuse des bancs d'école vers le marché du travail et de réduire l'inadéquation des compétences. L'AIT permet aux étudiants d'acquérir une expérience de travail concrète et de bâtir un réseau sur lequel ils peuvent s'appuyer, des éléments clés pour réussir leur carrière. En effet, selon le CiMI, les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation citent le manque d'expérience professionnelle comme principal obstacle à l'obtention d'un emploi (graphique 17). Des études ont montré que les jeunes diplômés d'un programme d'enseignement postsecondaire ayant participé à l'AIT étaient plus susceptibles de trouver un emploi dans leur domaine dans les trois mois suivant l'obtention de leur diplôme. Selon Statistique Canada, deux ans après l'obtention de leur diplôme d'études postsecondaires, les jeunes qui continuaient de travailler au sein de la même entreprise que pendant leur programme d'AIT gagnaient davantage que ceux qui avaient changé d'organisation (graphique 18). Ils étaient également susceptibles de gagner beaucoup plus que ceux n'ayant jamais eu d'emploi étudiant.

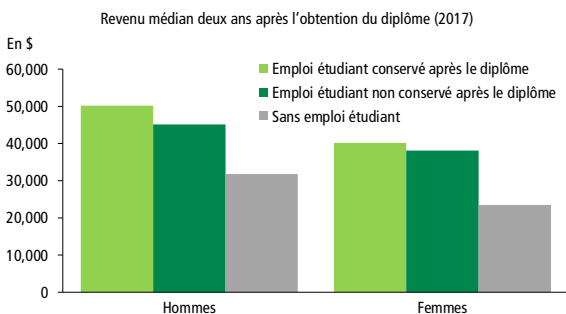
GRAPHIQUE 17
Les jeunes NEEF font face à de nombreux défis

Cinq principaux défis des jeunes NEEF à la recherche d'un emploi, d'une éducation ou d'une formation (2019)



Sources : Conseil de l'information sur le marché du travail (CIMC) et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 18
Travailler tout en étudiant peut aider à bien lancer sa carrière

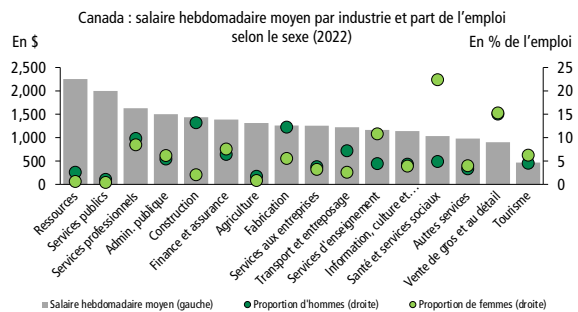


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Il est important de noter que, même si le fait d'avoir un emploi étudiant profite tant aux hommes qu'aux femmes, surtout si cet emploi est conservé après l'obtention du diplôme, le rendement d'un emploi étudiant est beaucoup plus élevé pour les hommes. La différence de gains entre les hommes et les femmes en début de carrière semble refléter en partie le domaine d'études et le secteur du principal emploi postsecondaire. Par exemple, les jeunes femmes sont beaucoup plus susceptibles que leurs homologues masculins de travailler dans les domaines des arts, des

spectacles et des loisirs ou de l'hébergement et de la restauration après l'obtention de leur diplôme. En revanche, les jeunes hommes sont plus susceptibles de travailler dans les secteurs de la fabrication, des services professionnels et financiers, de l'extraction des ressources et de la construction — tous des secteurs où la rémunération est plus élevée. Cette situation a des répercussions importantes sur les gains des hommes et des femmes (graphique 19) tout au long de leur vie. Elle témoigne aussi de l'importance des politiques visant à attirer plus de jeunes femmes dans les domaines des STIM, où l'AIT est le plus répandu et où les salaires sont généralement plus élevés après les études. Enfin, les employeurs devraient aussi se concentrer sur la rétention des femmes après l'obtention de leur diplôme.

GRAPHIQUE 19
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler dans des secteurs à faible revenu



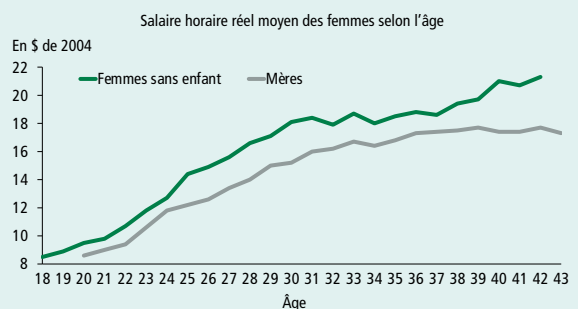
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Faire de son premier boulot une carrière

L'écart entre la rémunération des hommes et celle des femmes en début de carrière est important, parce qu'on sait qu'il ne fait que s'accroître avec le temps. Cela s'explique en partie par la composition sectorielle de l'emploi, mais ce n'est pas tout.

Historiquement, les femmes ont été pénalisées financièrement après avoir eu des enfants (graphique 20). En fait, l'écart salarial entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les mères et les non-mères s'accroît de façon presque exponentielle avec chaque nouvel enfant. Ce fait est généralement attribuable à une réduction de l'emploi global (p. ex., quitter le marché du travail), à une diminution des heures travaillées (p. ex., passer d'un emploi à temps plein à un emploi à temps partiel) et à l'ajustement des modes de travail afin de permettre une plus grande souplesse.

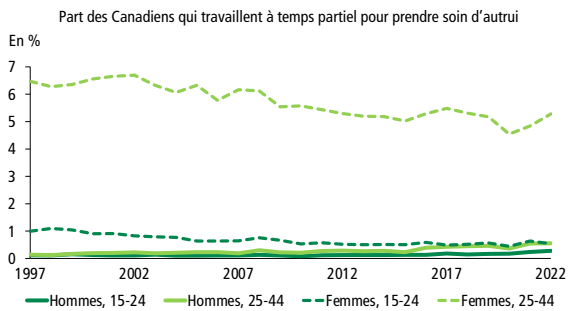
GRAPHIQUE 20
Les mères subissent une pénalité qui augmente avec le temps et le nombre d'enfants



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Non seulement les Canadiennes sont-elles plus susceptibles que leurs homologues masculins de passer d'un emploi à temps plein à un emploi à temps partiel au début de leur carrière, mais également de citer le fait de « prendre soin d'enfants » comme raison principale. Par exemple, chez les adultes de 25 à 44 ans, les femmes citent « prendre soin d'enfants » comme principale raison de travailler à temps partiel, alors que celle-ci est à peine mentionnée par les hommes du même âge (graphique 21). En revanche, chez les 15 à 24 ans, tant les femmes que les hommes sont plus susceptibles de citer le fait d'« aller à l'école » comme principale raison de travailler à temps partiel, ce qui suggère des préférences d'emploi similaires en l'absence d'enfants. Ces jeunes femmes demeurent cependant plus susceptibles de citer « prendre soin d'enfants » et « autres responsabilités personnelles ou familiales » que les hommes du même âge.

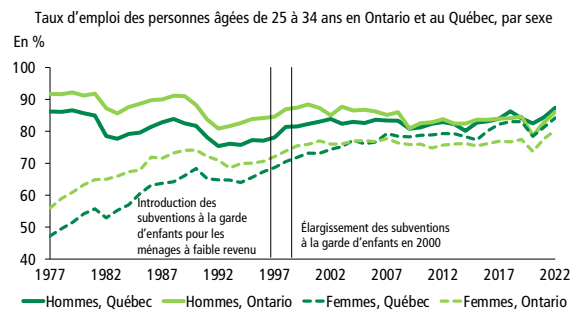
GRAPHIQUE 21
Les femmes sont beaucoup plus susceptibles de travailler à temps partiel pour prendre soin d'autrui



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

À cet égard, les développements récents en faveur d'un système de garderies universel au Canada pourraient changer la donne pour les jeunes femmes, comme ce fut le cas au Québec depuis la fin des années 1990. Lorsque l'on compare les taux d'emploi historiques des jeunes femmes et des jeunes hommes au Québec et en Ontario, il est clair que les services de garde subventionnés ont été importants pour la participation des femmes au marché du travail au Québec (graphique 22). Les travaux de l'économiste Pierre Fortin et d'autres l'ont d'ailleurs démontré.

GRAPHIQUE 22
Les services de garde subventionnés ont fait augmenter l'emploi des femmes au Québec

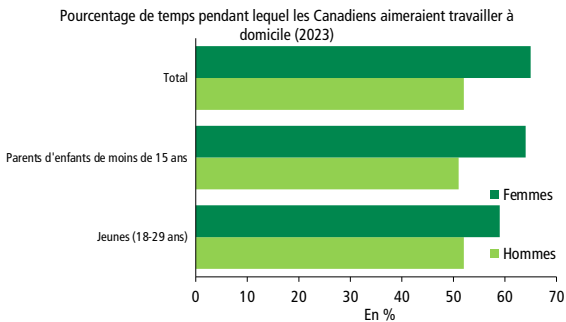


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques



Une autre façon d'améliorer les possibilités d'emploi des jeunes femmes est de leur permettre de travailler à domicile. Selon un récent sondage d'Abacus Data, près de 60 % d'entre elles déclarent qu'elles aimeraient travailler à domicile au moins la moitié du temps, contre un peu plus de 50 % des jeunes hommes (graphique 23). Chez les mères ayant des enfants de moins de 15 ans, cette proportion augmente encore.

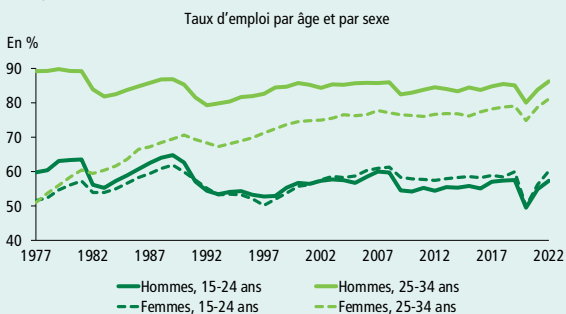
GRAPHIQUE 23
Les Canadiens veulent travailler davantage à domicile, en particulier les femmes



Sources : Abacus Data et Desjardins, Études économiques

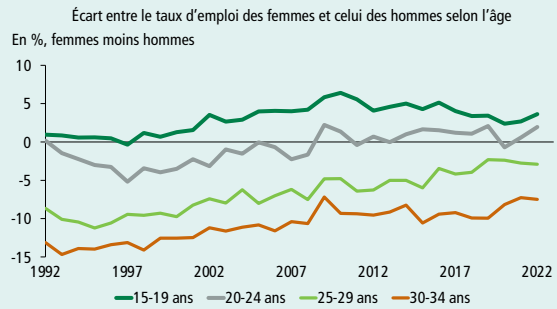
Comblent l'écart entre les résultats des femmes et des hommes en emploi représente un défi colossal, mais la tendance va dans la bonne direction. Le taux d'emploi des jeunes femmes continue de gagner du terrain par rapport à celui des jeunes hommes dans l'ensemble du Canada (graphique 24). Depuis 2000, les plus jeunes de ce groupe, soit celles âgées de 15 à 24 ans, ont été plus susceptibles que leurs homologues masculins d'occuper un emploi (graphique 25). Par ailleurs, les jeunes femmes de la cohorte plus âgée, soit celles ayant de 25 à 34 ans, ont constamment augmenté leur participation au marché du travail par rapport aux jeunes hommes. Le reste de l'écart apparaît de plus en plus comme étant structurel, un problème auquel il serait possible de s'attaquer au moyen de politiques publiques.

GRAPHIQUE 24
L'amélioration des résultats d'emploi chez les jeunes est largement due aux gains des femmes



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

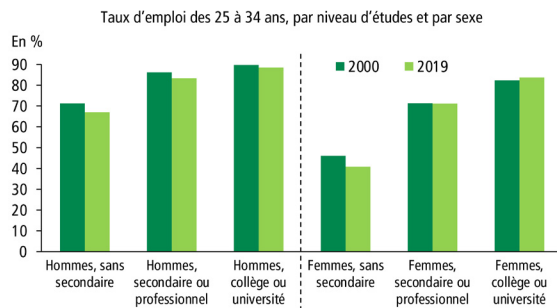
GRAPHIQUE 25
Le taux d'emploi des jeunes femmes rejoint celui des jeunes hommes, là où il ne le dépasse pas déjà



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Comme on pouvait s'y attendre, au Canada, les jeunes les mieux scolarisés sont plus susceptibles de participer au marché du travail. C'est particulièrement vrai pour les femmes (graphique 26). Cela dit, un écart subsiste dans la participation au marché du travail des hommes et des femmes de 25 à 34 ans, peu importe leur niveau de scolarité. Cet écart est demeuré relativement constant au cours des dernières décennies. Des études ont également révélé que les mères ayant atteint un niveau de scolarité élevé ont un écart de gains plus important et persistant après avoir eu des enfants que les mères moins scolarisées.

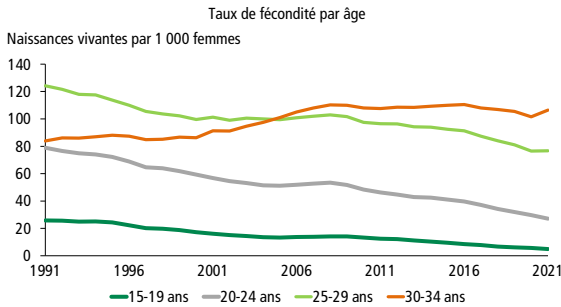
GRAPHIQUE 26
Les jeunes davantage scolarisés sont plus susceptibles d'avoir un emploi



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les femmes plus scolarisées ont aussi tendance à fonder une famille plus tard que par le passé, ce qui contribue à soutenir leur participation au marché du travail à long terme. En effet, au cours des 30 dernières années, le taux de fécondité a baissé chez les plus jeunes femmes en âge de travailler, mais augmenté chez les femmes de 30 ans et plus (graphique 27). Le taux de fécondité global, lui, a progressivement baissé au Canada, comme mentionné précédemment.

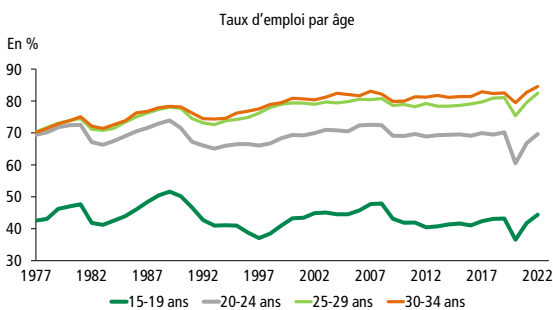
GRAPHIQUE 27
Les femmes fondent une famille plus tard que par le passé



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Considérés ensemble, le niveau de scolarité plus élevé et le retardement de la maternité ont favorisé une plus grande participation des jeunes femmes au marché du travail, une tendance qui devrait se maintenir. Voilà qui devrait non seulement soutenir la trajectoire ascendante du taux d'emploi des jeunes femmes, en particulier celles âgées de 25 à 34 ans, mais aussi stimuler ce taux chez les jeunes de manière plus générale (graphique 28).

GRAPHIQUE 28
Le taux d'emploi chez les jeunes a augmenté

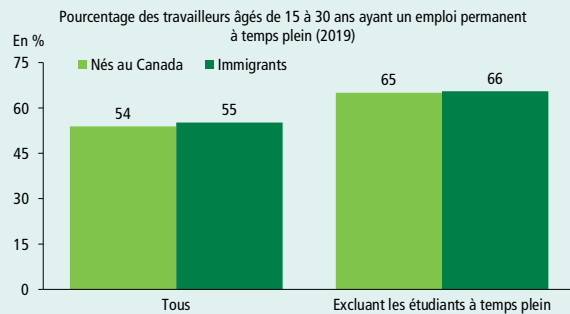


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Atterrir au pays de l'emploi

Les jeunes femmes ne sont pas le seul groupe démographique à avoir réalisé des progrès importants sur le marché du travail ces dernières décennies. Il y a aussi les jeunes immigrants au Canada. Selon une analyse du CiMT, les immigrants âgés de 15 à 24 ans ont connu une amélioration soutenue de leurs résultats sur le marché du travail au cours des dernières décennies, et l'écart avec les jeunes nés au Canada s'est graduellement rétréci. Ils continuent cependant d'accuser un retard par rapport à ceux-ci selon la plupart des mesures du marché de l'emploi. Ce sont d'ailleurs les jeunes immigrants plus récemment arrivés qui connaissent les pires résultats. Fait important, une analyse de Statistique Canada a montré qu'en 2019, les immigrants âgés de 15 à 30 ans étaient aussi susceptibles que leurs pairs nés au Canada d'occuper un emploi permanent à temps plein (graphique 29). Cela donne à penser que l'écart entre les deux groupes se rétrécit lorsque les jeunes terminent des études postsecondaires.

GRAPHIQUE 29
Les résultats des jeunes immigrants sur le marché du travail se sont grandement améliorés



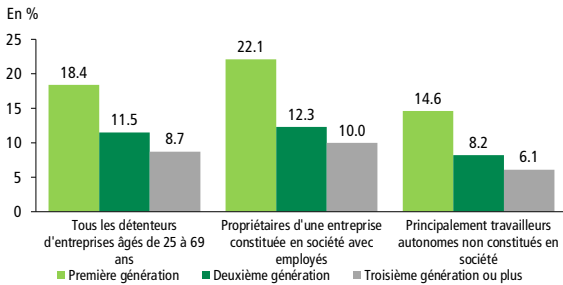
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Cette situation s'explique en partie par le niveau moyen de scolarisation supérieur des jeunes immigrants au Canada, un investissement qui les sert bien tout au long de leur carrière. Toutefois, les immigrants sont également beaucoup plus susceptibles d'être propriétaires de petites entreprises. Cela est particulièrement vrai pour les diplômés dans un domaine des STIM (graphique 30 à la page 13). Non seulement les immigrants sont plus susceptibles de posséder une petite entreprise, mais les données montrent qu'environ le tiers des personnes qui travaillent dans les services de recherche scientifique et de développement au Canada sont nées à l'étranger. Selon Statistique Canada : « En 2016, les immigrants représentaient près de la moitié de la population canadienne des groupes d'âge les plus actifs possédant au moins un baccalauréat dans les domaines [des STIM]. Ils représentaient les trois quarts des diplômés en génie et en science informatique de deuxième ou de troisième cycle » (graphique 30 à la page 13).

GRAPHIQUE 30

Les propriétaires d'entreprise immigrants sont plus susceptibles d'avoir un diplôme en STIM que les propriétaires non immigrants

Pourcentage des propriétaires d'entreprise qui sont diplômés en STIM (2016)



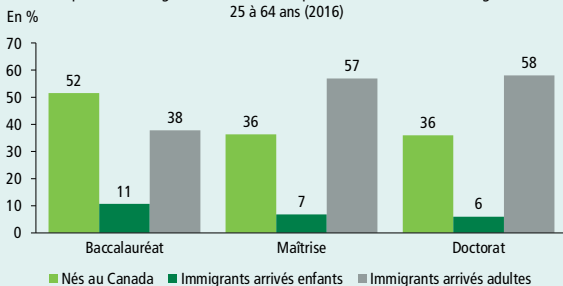
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Toutefois, certaines études montrent également que, « comparativement aux personnes nées au Canada ayant des niveaux de scolarité similaires dans des domaines d'études comparables, les immigrants titulaires d'un baccalauréat affichaient des résultats nettement plus faibles en matière d'utilisation des compétences et de gains que les titulaires d'un doctorat. Cela s'explique par le fait que les immigrants titulaires d'un baccalauréat sont moins susceptibles d'avoir fait leurs études dans un pays occidental que les doctorants ». Ce serait en partie pourquoi le pourcentage de titulaires de baccalauréat âgés de 25 à 34 ans qui travaillent dans des professions étroitement liées à leur domaine d'études est si faible dans les domaines des STIM. Ce constat suggère également qu'il faut déployer plus d'efforts pour reconnaître autant que possible les titres de compétence étrangers équivalents ne provenant pas d'une université occidentale. Compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre actuelle dans de nombreux domaines, dont les STIM, il est impératif que les jeunes immigrants scolarisés aient la possibilité de mettre leurs compétences à profit.

GRAPHIQUE 31

Les immigrants sont fortement représentés chez les détenteurs d'un diplôme d'études supérieures dans les domaines des STIM

Proportion d'immigrants titulaires d'un diplôme universitaire en STIM âgés de 25 à 64 ans (2016)

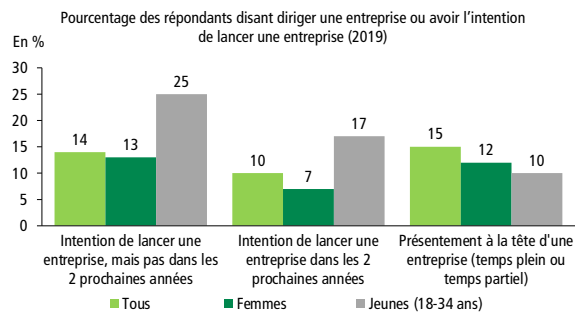


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'esprit entrepreneurial ne se retrouve pas que chez les nouveaux arrivants au Canada. Selon la Banque de développement du Canada (BDC), les jeunes, en tant que groupe, étaient plus susceptibles que leurs concitoyens plus âgés d'avoir l'intention de démarrer une entreprise (graphique 32). Ils ne sont d'ailleurs pas loin derrière l'ensemble de la population pour ce qui est de diriger une entreprise. Même si leurs motivations pour démarrer une entreprise varient, un sondage mené en 2016 par Global Entrepreneurship Monitor a révélé que les jeunes ont une perception positive de l'entrepreneuriat (graphique 33). Cela est particulièrement le cas pour les jeunes hommes. Les jeunes femmes sont quant à elles plus susceptibles d'exprimer une peur de l'échec. L'un des plus grands défis guettant les jeunes qui démarrent une entreprise est l'accès à des capitaux, leur épargne personnelle étant leur principale source de financement. Même si le paysage évolue, les possibilités à ce chapitre demeurent relativement limitées au Canada comparativement à d'autres pays disposant de plus grands bassins de capital de risque, comme les États-Unis. Malgré ces défis, l'OCDE a récemment classé le Canada au sommet des pays les plus attrayants pour démarrer une entreprise. Ce résultat est fondé sur le fait que le Canada se classe dans le quartile supérieur des pays de l'OCDE en termes de qualité des possibilités, de régime d'imposition et de perspectives d'avenir, entre autres critères.

GRAPHIQUE 32

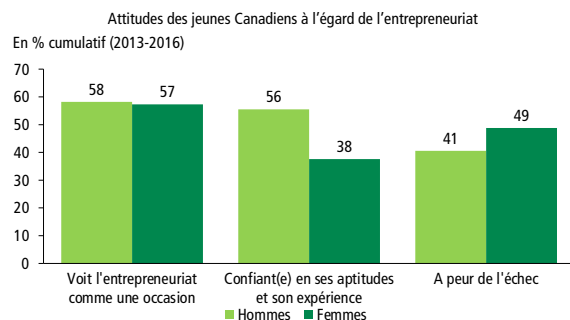
Les jeunes d'aujourd'hui sont ambitieux et entrepreneurs



Sources : Banque de développement du Canada (BDC) et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 33

Les jeunes ont une perception positive de l'entrepreneuriat



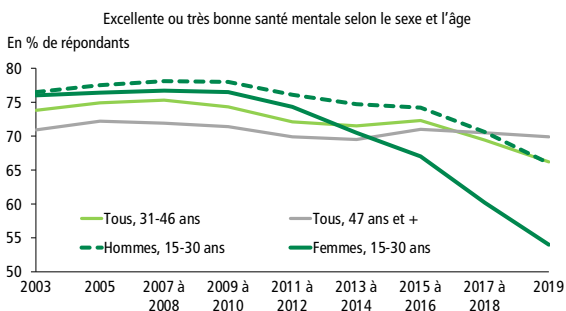
Sources : Global Entrepreneurship Monitor et Desjardins, Études économiques



Des raisons de se réjouir... et des défis à relever

À de nombreux égards, la situation des jeunes d'ici s'est beaucoup améliorée par rapport à celle des générations précédentes ou de leurs pairs internationaux. Néanmoins, les jeunes font aussi face à des défis que n'ont pas connus ceux qui sont passés avant eux. Par exemple, même avant la COVID-19, l'état de santé mentale des jeunes s'était détérioré, particulièrement chez les jeunes femmes (graphique 34). La situation s'est aggravée durant la pandémie. Selon une étude de Statistique Canada parue en 2022, « un peu plus de 40 % des jeunes Canadiens et Canadiennes âgés de 15 à 24 ans ont déclaré être en excellente ou en très bonne santé mentale à la fin de mars et au début d'avril 2020, comparativement à 62 % en 2018, ce qui représente la plus forte baisse parmi tous les groupes d'âge ».

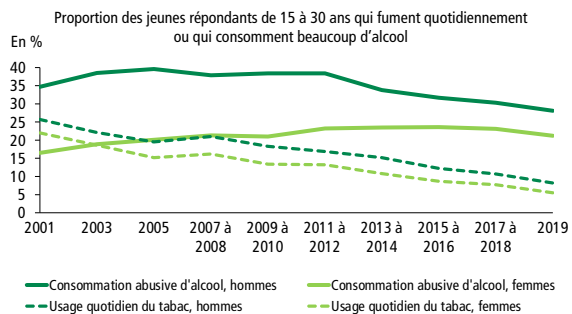
GRAPHIQUE 34
La santé mentale des jeunes femmes s'est détériorée de façon marquée



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Difficile de prédire comment évoluera la santé mentale des jeunes. D'un côté, certains indicateurs de santé sont encourageants. Selon Statistique Canada, les jeunes sont de moins en moins susceptibles de fumer du tabac ou de boire beaucoup d'alcool (à l'exception des jeunes femmes) qu'auparavant (graphique 35). D'un autre côté, des travaux de recherche de Statistique Canada ont confirmé un lien significatif entre le fait d'être relativement jeune (entre 20 et 24 ans), combiné à d'autres caractéristiques socio-économiques, et le fait d'avoir une consommation problématique d'opioïdes.

GRAPHIQUE 35
L'usage quotidien du tabac et la consommation abusive d'alcool sont moins fréquents chez les jeunes



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Là encore, comme dans d'autres domaines, les politiques publiques peuvent jouer un rôle constructif en soutenant les jeunes, en particulier les femmes. Un mandat de santé publique qui mettrait davantage l'accent sur la santé mentale pourrait changer radicalement la situation des jeunes au Canada. Des conditions de travail flexibles, souhaitées notamment par de nombreuses femmes, pourraient aussi contribuer à cet objectif en permettant un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle.

Conclusion

Les jeunes représentent un segment important du marché du travail canadien, et leur succès d'aujourd'hui est essentiel à notre réussite économique collective de demain. Comme nous l'avons démontré ici, ce succès commence par l'éducation, et il peut être favorisé par des mesures visant à aider les jeunes à terminer leurs études et à trouver un emploi qui correspond à leurs compétences et à leurs intérêts.

Toutefois, amener les jeunes à la ligne de départ ne suffit pas. Les jeunes femmes, en particulier, sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de s'occuper d'un proche et, par conséquent, d'être moins solidement attachées au marché du travail. Mieux soutenir les femmes pour qu'elles demeurent sur le marché du travail – et y retournent après l'avoir quitté – est essentiel pour leur permettre d'y être actives tout au long de leur vie. Les ententes sur les services de garde récemment négociées entre le gouvernement fédéral et les provinces, qui pourraient s'inspirer du programme de garderies du Québec, devraient aider à cet égard. Des efforts devraient également être déployés pour attirer et garder les jeunes femmes dans les domaines des STIM, car elles sont beaucoup moins nombreuses à y entrer et sont loin de connaître des carrières aussi lucratives que leurs homologues masculins.

Les jeunes immigrants sont également une source de potentiel et d'esprit entrepreneurial qui pourrait davantage être exploitée sur le marché du travail. Compte tenu de leur niveau élevé de scolarité, particulièrement dans les domaines des STIM, il serait possible d'en faire plus pour reconnaître autant que possible leurs titres de compétence, surtout s'ils sont obtenus à l'extérieur des universités occidentales.

Dans l'ensemble, les jeunes du Canada se portent bien. Les générations précédentes ont créé et maintenu des établissements d'enseignement qui les ont bien préparés au succès, comme en témoigne l'amélioration continue de leurs résultats sur le marché du travail. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas lieu d'en faire plus, surtout pour les groupes de jeunes qui continuent d'accuser un retard ou dont les compétences sont sous-utilisées. Mais tout compte fait, il y a plusieurs raisons de croire que la jeunesse québécoise et canadienne a plusieurs des atouts nécessaires pour connaître un brillant avenir. À nous d'unir nos efforts pour faciliter son épanouissement et son bien-être.

